

219984



**NATIONS UNIES**  
**CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL**



Distr.  
LIMITÉE  
E/ECA/PSD.3/5  
22 décembre 1983  
FRANCAIS  
Original : ANGLAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Troisième session de la Conférence commune  
des planificateurs, statisticiens  
et démographes africains

Addis-Abeba, 5-14 mars 1984

LE RÔLE DES VARIABLES DÉMOGRAPHIQUES DANS L'ÉLABORATION  
DES POLITIQUES ET PLANS DE DÉVELOPPEMENT

<u>TABLE DES MATIÈRES</u>	<u>PARAGRAPHES</u>
I. Introduction	1 - 3
II. Historique des questions de population et de développement en Afrique	4 - 16
III. Corrélations entre les variables démographiques et le développement et intégration de ces variables	17 - 44
IV. Rôle des modèles relatifs aux co relations entre population et développement dans la planification	45 - 54
V. Evaluation de l'utilité de certains des modèles dans l'élaboration des politiques	55
VI. Examen de la situation qui prévaut en matière d'incorporation des variables démographiques dans l'élaboration des politiques et plans de développement	56 - 64
VII. Conclusion	65 - 68

## INTRODUCTION

1. En 1946, l'Organisation des Nations Unies a mis sur pied la Commission de la population. Celle-ci devait avoir pour mandat d'organiser des recherches et de donner des avis au Conseil économique et social quant aux questions suivantes 1/ :

- i) L'effectif et la structure de la population ainsi que son évolution;
- ii) Les relations réciproques entre les facteurs démographiques et les conditions économiques et sociales;
- iii) Les politiques visant à influencer sur l'effectif et la structure de la population
- iv) Toutes autres questions de population sur lesquelles soit les organes principaux ou subsidiaires des Nations Unies soit les institutions spécialisées désireraient obtenir des avis.

La création de la Commission découlait de la reconnaissance de l'important rôle joué par les variables démographiques dans le développement socio-économique. En 1946, il n'y avait aucun consensus concernant les questions de population en relation avec le développement socio-économique. De nos jours, bien que le débat sur les questions de population dans le développement se poursuive, il existe une plus grande prise de conscience des effets des variables démographiques sur le développement socio-économique. Toutefois, il ressort de l'examen des plans de développement des pays africains que l'intégration des variables démographiques dans la planification du développement est plutôt lente. En Asie également, la troisième conférence de l'Asie et du Pacifique sur la population tenue à Colombo en 1982 a fait apparaître que les progrès étaient lents en matière d'intégration des facteurs démographiques dans la planification du développement. Le Groupe d'experts sur les corrélations entre la population, les ressources, l'environnement et le développement qui s'est réuni à Genève du 25 au 29 avril 1983 a de son côté relevé la lenteur des progrès réalisés dans la planification du développement intégré.

2. La planification du développement tend à satisfaire les besoins économiques et sociaux de la population compte tenu des ressources disponibles et la population constitue également une ressource. Etant donné que la population est l'élément central de la planification du développement puisqu'elle est aussi bien agent que bénéficiaire du développement, il faut lui accorder un rôle important dans cette planification. Afin d'y parvenir, des efforts concertés sont nécessaires pour inclure les variables démographiques dans l'élaboration et l'exécution des plans de développement. Les politiques tendant à influencer tant le développement que les variables démographiques devraient faire partie intégrante de la planification du développement.

3. On s'efforce dans le présent document d'exposer le rôle des variables démographiques dans l'élaboration des politiques et plans de développement, en commençant par

---

1/ Symonds, Richard, and Carder, Michael.  
The United Nations and the Population Question,  
 McGraw Hill, New York, 1973, p.44

un historique des questions de population et de développement telles qu'elles ressortent des réunions de la CEA ainsi que des réunions organisées par des institutions différentes mais intéressées par l'Afrique, historique qui sera suivi des corrélations entre les variables démographiques et le développement et la possibilité de les intégrer. Y figure également le rôle des modèles relatifs aux corrélations entre population et conditions économiques. Le document contient en outre un examen de la situation actuelle en ce qui concerne l'intégration des variables démographiques dans l'élaboration des politiques et plans notamment des propositions visant à renforcer le rôle de la population dans la planification du développement.

## II. HISTORIQUE DES QUESTIONS DE POPULATION ET DE DEVELOPPEMENT EN AFRIQUE

4. Le cycle d'étude sur les problèmes de population en Afrique, tenu au Caire en octobre/novembre 1962 a fait apparaître que "les taux actuels de l'accroissement démographique peuvent constituer un obstacle au progrès économique et social, même dans les pays africains considérés comme étant sous-peuplés" 1/. La Conférence des planificateurs africains a, au cours de sa deuxième session tenue en 1967, "reconnu qu'il y avait des rapports mutuels importants entre la croissance démographique et le développement économique global et elle a signalé à l'attention des Etats membres de la CEA qu'il était nécessaire qu'ils élaborent une politique de la population dans leurs programmes de développement" 2/. Depuis lors, au cours des réunions successives, l'attention n'a cessé d'être appelée sur la nécessité d'inclure les variables démographiques dans la formulation des plans de développement.

5. Lors de la réunion régionale sur les problèmes techniques et sociaux de l'urbanisation, tenue en janvier 1969 à Addis-Abeba, il a été recommandé "d'attirer l'attention de la Conférence des planificateurs africains sur le fait que les pays d'Afrique doivent élaborer leur politique démographique, de façon à atténuer les effets de l'accroissement rapide de la population totale et urbaine qui caractérise la plupart de ces pays" 3/. Le cycle d'études sur l'application des données et de l'analyse démographiques à la planification du développement tenu à Addis-Abeba en 1969 a permis d'examiner les incidences économiques et sociales de l'effectif de la population et des tendances démographiques. Les pays africains y ont été instamment invités à tenir compte de l'urbanisation comme l'un des facteurs essentiels pour la planification et à prêter une plus grande attention à la fécondité et à la mortalité dans la planification du développement, ces facteurs déterminant l'effectif, l'accroissement, la structure de la population alors que le développement économique de son côté influe sur leurs évolution 4/.

6. Au cours de la dixième session de la Commission économique pour l'Afrique en 1971, (première Conférence des ministres), les taux et tendances démographiques de la région ont été examinés. Pour la première fois, a été adoptée une résolution sur la population, la résolution 230 (X) dans laquelle il était demandé que, "dans le cadre du programme de travail de la Commission, le Secrétaire exécutif entreprenne une étude en vue de situer les niveaux des populations actuelles et les tendances d'évolution par rapport aux besoins du développement économique et social" 5/.

1/ ECA : ECA Position Paper on Population, ECA-PPC/WP, No. 13, 9 June 1971, p.1.

2/ Ibid. ECA, Position Paper on Population, op.cit. p.2.

3/ Ibid. p.2.

4/ Ibid. p.2.

5/ Ibid. p.5.

7. Les participants à la première Conférence africaine de la population, tenue à Accra (Ghana) du 9 au 18 décembre 1971, ont examiné la collecte et l'analyse des données ainsi que la présentation des données démographiques de même que leur application à la planification du développement économique. Le rôle des variables démographiques a été estimé important du point de vue des facteurs suivants : santé, éducation, utilisation du sol, agriculture et approvisionnement alimentaire, industrialisation, population active, colonisation rurale, urbanisation, logement, etc. Les questions ayant trait à la politique démographique portaient essentiellement sur la localisation du peuplement. Un appel a été adressé aux gouvernements afin qu'ils prennent davantage conscience des relations entre population et croissance économique.
8. Le Colloque sur la population et le développement tenu au Caire, du 4 au 14 juin 1973 a traité les incidences des variables démographiques du point de vue des ressources naturelles, de l'alimentation et de l'agriculture, de la santé, de l'éducation, de l'emploi et de l'inégalité sociale. On y a souligné "que les problèmes posés par le développement et par la population ne constituent pas des questions distinctes" et qu'il "est essentiel, pour mieux comprendre le processus de développement, de connaître les facteurs socio-économiques de l'évolution démographique". Il y a été indiqué qu'il est indispensable, avant de formuler des mesures et des stratégies visant à améliorer le niveau de vie, d'étudier, du point de vue du développement, la nature et les conséquences de l'évolution démographique 1/.
9. La Conférence mondiale de la population de 1974 à laquelle nombre de pays africains ont participé à Bucharest a été suivie de consultations régionales faisant suite à la Conférence mondiale afin de parvenir à des recommandations faisant ressortir les besoins régionaux. La consultation régionale africaine faisant suite à la Conférence mondiale s'est tenue à Lusaka (Zambie) du 16 au 22 avril 1975. Les participants à la réunion de Lusaka ont estimé qu'à certains égards l'accroissement démographique pouvait exercer un effet positif sur le développement tout en reconnaissant qu'un taux d'accroissement élevé pouvait l'entraver. Des recommandations ont été formulées concernant les services de planification de la famille dans les programmes de santé maternelle et infantile, l'amélioration de la condition de la femme grâce à l'éducation, l'emploi dans le secteur moderne, l'amélioration de la vie rurale par l'intermédiaire des programmes de développement rural, la création de pôles de croissance économique, etc.
10. L'Organisation de l'unité africaine (OUA) a, en collaboration avec le BIT, organisé un séminaire sous-régional sur les incidences des taux d'accroissement démographique élevés sur le développement socio-économique compte tenu en particulier des politiques relatives à la main-d'oeuvre et à l'emploi, séminaire qui s'est tenu en Zambie, du 23 au 29 novembre 1975. Certaines des recommandations du séminaire étaient les suivantes 2/ :

---

1/ Nations-Unies : Rapport du Colloque sur la population et le développement, tenu au Caire, 4-14 juin 1973, présenté en tant que document de base lors de la Conférence mondiale de la population de Bucharest, E/CONF:60/CBP/1, 25 mars 1974.

2/ OUA : Report of the sub-regional seminar on Implication of Rapid Population Growth to Socio-Economic Development with Special Reference to Labour and Employment Policies, held at Livingstone, Zambia, 23-29 November, 1975.

- a) Les gouvernements des Etats de la région devraient tout mettre en oeuvre afin de formuler des politiques démographiques claires et détaillées;
- b) Les pays devraient faire en sorte que les données rassemblées soient analysées de manière à les rendre exploitables dans la planification; cette analyse ferait donc partie intégrante du processus de planification;
- c) Des informations sur la planification de la famille devraient être fournies à titre de droit de l'homme fondamental afin de permettre aux couples de décider librement du nombre et de l'espacement de leurs enfants.

11. Le Plan d'action de Lagos adopté en 1980 par les chefs d'Etat et de gouvernement de l'Organisation de l'unité africaine appelle la mise en place de mécanismes appropriés afin d'intégrer davantage les variables démographiques dans la planification du développement, en gardant présent à l'esprit le doublement prévu de la population africaine entre 1975 et 2000 et les incidences que cette situation aura sur le développement et la planification économiques.

12. Lors de la Conférence interparlementaire sur la population et le développement en Afrique, tenue à Nairobi (Kenya) du 6 au 9 juillet 1981, les parlementaires africains ont débattu les questions suivantes : effectif, croissance, structure de la population, politiques démographiques, relations entre population et développement, mouvement de la population en Afrique, éducation en matière de population, santé familiale, etc. et ont reconnu l'importance des variables démographiques dans la planification du développement.

13. Lors de la neuvième Conférence des ministres de la CEA tenue à Addis-Abeba en 1983, les questions de population dans le développement socio-économique ont bénéficié d'une attention particulière. Une préoccupation générale s'est fait jour à propos du taux d'accroissement démographique élevé qui entraînait un rajeunissement constant de la population et l'élévation de la proportion des personnes à charge, provoquait des pressions sociales se traduisant par le chômage et le sous-emploi et rendait de plus en plus difficile pour les Etats de formuler dans une optique rationnelle leurs politiques de mise en valeur des ressources humaines.

14. Compte tenu de l'important rôle des variables démographiques dans la planification du développement, les participants au séminaire sur l'intégration des données démographiques dans les plans de développement, organisé par la CEA à Moscou (URSS) du 21 août au 2 septembre 1983 à l'intention des planificateurs africains, ont recommandé aux Etats membres de la CEA de renforcer le cadre institutionnel afin de parvenir à analyser judicieusement et à utiliser pleinement les données démographiques dans la planification. Ils ont engagé instamment l'IDEP et les centres de formation démographique desservant l'Afrique à encourager la recherche sur l'intégration, dans leurs programmes de formation, des variables démographiques dans la planification du développement.

15. L'exposé qui précède n'est nullement exhaustif mais illustre l'importance des variables démographiques dans l'élaboration des politiques et plans de développement. L'accroissement démographique n'est pas toujours un véritable obstacle au développement économique. Dans les cas où l'évolution des facteurs économiques va de pair avec le progrès technologique, le développement socio-économique reste possible même dans une situation marquée par un fort accroissement démographique. Cependant, ces conditions ne semblent pas réunies dans la plupart des pays en développement et en particulier en Afrique.

16. Les questions de population sont des sujets délicats dans nombre de pays africains. Ce n'est que tout récemment que dans de rares pays ont pu se tenir des discussions ouvertes sur ces questions. Cet état de choses peut expliquer en partie pourquoi la plupart des recommandations dont on a parlé plus haut étaient d'un caractère général. En raison du manque d'esprit d'ouverture pour discuter les questions de population, il n'a pas été possible de mettre en application un grand nombre des résolutions.

### III. CORRELATIONS ENTRE LES VARIABLES DEMOGRAPHIQUES ET LE DEVELOPPEMENT ET INTEGRATION DE CES VARIABLES

17. La nécessité d'intégrer les variables démographiques dans la planification du développement et l'élaboration des politiques découle de l'existence de relations dans les deux sens entre population et développement. Les variables démographiques influent sur le développement et le développement influence à son tour les variables démographiques. Les variables démographiques peuvent exercer une influence directe ou indirecte sur divers aspects de l'économie d'un pays, à savoir la croissance économique, le revenu par habitant, la participation de la population à l'activité, la situation de l'emploi, le développement de l'éducation, la santé, la formation de capital, le taux d'épargne etc.. Il est donc clair que les décideurs et les planificateurs doivent tenir compte des effets des questions de population sur le développement lors de la formulation et de l'exécution des plans de développement. Dans le même temps, ils doivent également prendre en considération les effets produits par les conditions économiques sur les variables démographiques. Il est indispensable de comprendre les corrélations entre population et développement afin d'accorder à la population la place qui lui revient lors de l'élaboration des politiques et plans de développement.

18. La planification du développement socio-économique est une activité ininterrompue qui devrait commencer par l'évaluation de la situation économique, sociale et démographique passée et actuelle et aborder ensuite la formulation des objectifs. Les projections de la population, les incidences qu'elles ont sur la base de ressources dans la réalisation des objectifs devraient ensuite être analysées; les instruments nécessaires devraient être adoptés pour faciliter l'obtention des résultats escomptés compte tenu des contraintes qui pèsent sur les ressources humaines et les capitaux. Dans la phase d'exécution, il faudrait procéder à une évaluation et une modification continues de ces instruments si nécessaires. C'est ainsi que la disponibilité de données économiques, sociales et démographiques est cruciale dans la prise de décisions de politique générale dans la planification du développement socio-économique.

19. Afin d'apprécier convenablement l'importance et le rôle des variables démographiques dans l'élaboration des politiques et plans de développement, on s'est ensuite penché dans le présent document sur les secteurs suivants : éducation, main-d'œuvre et emploi, santé, alimentation et nutrition, et logement. Ces secteurs ont été choisis à titre d'exemples et ceux qui ne figurent pas ne revêtent pas nécessairement pour autant moins d'importance.

#### i) Planification de l'éducation

20. Les statistiques de l'éducation indiquent que l'analphabétisme est très élevé en Afrique comme l'attestent les exemples suivants. En 1980, la proportion du nombre d'illettrés pour la population de 15 ans et plus se présentait comme suit dans les pays

africains suivants 1/ : Bénin: 72,1 p.100, Burundi: 73,2 p.100, Gambie: 79,9 p.100, Côte d'Ivoire: 65 p.100, Mozambique: 66,3 p.100, Nigéria: 46 p.100, Somalie: 23,9 p.100. Le taux de scolarisation net dans l'enseignement primaire (c'est-à-dire compte tenu uniquement des inscriptions au niveau de l'effectif en âge de fréquenter l'enseignement primaire) pour les deux sexes dans les pays africains indique une grande variation de pays en pays comme illustré ci-dessous 2/. Botswana 1980: 84 p.100, Burundi 1979: 17 p.100, Gambie 1980: 44 p.100, Kenya 1978: 56 p.100, Malawi 1977: 40 p.100, Maroc 1980: 57 p.100, Maurice 1980: 84 p.100, Mozambique 1980: 42 p.100, Sénégal 1979: 35 p.100, Somalie 1979: 21 p.100, Swaziland 1979: 80 p.100. Dans certains pays, le faible taux d'inscription est dû au fait que les parents ne veulent pas envoyer leurs enfants à l'école. Néanmoins, il ressort des données qu'un grand effort et d'énormes ressources sont requis pour rendre l'éducation accessible à l'effectif en âge de fréquenter l'enseignement primaire et que les planificateurs et les décideurs ont une tâche redoutable s'agissant de concevoir des plans en matière d'éducation compte tenu des ressources limitées.

21. Dans tout pays africain, l'enseignement universel est souhaitable au niveau primaire et certains pays ont même des politiques pour y parvenir. Afin de déterminer la possibilité d'atteindre cet objectif au cours d'une période donnée, il faudrait connaître le coût en ressources nécessaires en prenant en considération le nombre requis d'enseignants, d'élèves, d'établissements, de matériels d'enseignement, c'est-à-dire manuels et équipement. L'effectif de la population et l'âge de l'effectif d'âge scolaire seraient des facteurs particulièrement importants dans ce domaine. Diverses projections de l'effectif d'âge scolaire ainsi que des taux de scolarisation et du nombre d'enseignants à avoir compte tenu des ressources disponibles guideraient le choix des objectifs à adopter. Il faudrait également tenir compte du temps nécessaire pour former le nombre d'enseignants requis.

22. La structure par âge actuelle de la population en Afrique comporte une forte proportion de jeunes, c'est-à-dire ceux âgés de moins de 15 ans, soit environ 45 p.100. Ce phénomène est essentiellement la conséquence de taux de fécondité élevés et d'une espérance de vie courte. Déjà une grande proportion de l'effectif d'âge scolaire du niveau primaire dans certains pays ne trouve pas de place à l'école en raison de l'insuffisance des établissements, d'enseignants qualifiés et de la pénurie de ressources financières nécessaires pour développer les installations et services en matière d'enseignement. Il est donc clair que la persistance de taux d'accroissement élevés de la population est susceptible de faire obstacle aux efforts déployés par les Etats pour améliorer la qualité des établissements et des services disponibles en matière d'enseignement ainsi que de les développer.

23. Bien que les variables démographiques autant que non démographiques contribuent aux dépenses de l'enseignement, il a été démontré que dans un certain nombre de pays la contribution de l'accroissement démographique à l'augmentation des dépenses renouvelables en matière d'enseignement primaire au cours d'une période de 20 ans est de l'ordre de 50 à 70 p.100; la part serait encore plus grande si l'investissement initial était ajouté 3/.

1/ UNESCO; 1982, Annuaire statistique.

2/ Ibidem.

3/ Cassen, Robert and Wolfson, Margaret, editors, Planning for Growing Population, OECD; Paris, 1978, p. 17.

24. Gavin Jones a démontré que lorsque le taux d'inscription passe de 40 à 95 p.100 en 30 ans et que les taux de fécondité sont élevés, les facteurs démographiques contribuent à eux seuls pour 30,9 p.100 à cet accroissement alors que l'accroissement des inscriptions justifie lui 26,6 p.100 1/. Une étude de cas effectuée en République-Unie de Tanzanie en vue de parvenir à une scolarisation universelle au niveau de l'enseignement primaire en 1989 en partant de l'année de référence 1967 a indiqué que le coût total au cours des 22 ans serait multiplié par plus de huit, ce qui représenterait une progression moyenne d'environ 10 p.100 par an 2/.
25. Il faudrait que les pays envisagent la réduction de la forte fécondité et des taux élevés d'accroissement démographique pour renforcer les efforts qu'ils déploient en matière de développement socio-économique en vue de relever les taux d'inscription et de développer les installations et services disponibles en matière d'enseignement.
26. L'amélioration du niveau d'instruction de la femme exerce une influence sur la fécondité. Diverses études ont clairement démontré que le relèvement du niveau d'instruction en particulier des femmes tend considérablement à réduire la fécondité, à apporter des améliorations dans le domaine de la santé et de la nutrition. L'éducation des femmes tend à la réduction de la fécondité en corrélation avec de nombreux autres facteurs dont par exemple le mariage tardif, l'emploi, en particulier dans le secteur moderne.
27. Lors de l'élaboration de politiques tendant à réduire la fécondité, il y a lieu de garder à l'esprit que pour qu'une baisse de la fécondité produise son effet sur le coût de l'éducation il faudrait six ans au niveau de l'enseignement primaire et 12 ans au niveau de l'enseignement secondaire. Si les gouvernements veulent réduire la fécondité et l'accroissement démographique, il leur faudrait adopter des politiques de planification de la famille dans le cadre des programmes de soins de santé maternelle et infantile en matière de politiques sanitaires en vue d'améliorer la condition de la femme pour ce qui est de l'éducation et de l'emploi dans le secteur moderne, ainsi que des politiques sanitaires en vue de réduire la mortalité en général et la mortalité infantile et juvénile en particulier, de même que des politiques destinées à améliorer les conditions générales d'existence de la majorité de la population dans les zones rurales.

ii) Planification de la main-d'oeuvre et de l'emploi

28. Une accélération du taux d'accroissement démographique conduit normalement à une augmentation de la population active. Il faudrait donc créer des emplois pour résorber l'excédent de main-d'oeuvre. Il faut à la population des conditions de travail décentes pour lui permettre de gagner sa vie. Une progression rapide de la population accompagnée d'une faible expansion des offres d'emplois retarde la croissance économique, met en échec les efforts déployés par les Etats dans la création d'emplois et contribue également à la pauvreté et à l'inégalité.

1/ Jones Gavin, Population Growth and Education Planning in Developing Nations, Livingston Publishers, Inc., New York, 1975, p. 73.

2/ UNESCO, Ta Ngoc Chau and Françoise Caillods, "Tanzania: A Case Study" in Population Growth and Costs of Education in Developing countries, Paris, 1972, p. 220.



29. Dans la planification de la main-d'oeuvre qui concerne l'offre et la demande de main-d'oeuvre, les tendances passées et futures de la fécondité jouent un rôle important dans la constitution de l'effectif futur de la population active. Il faut donc, lors de la formulation de politiques au sujet des besoins en main-d'oeuvre futurs, prendre en considération les effets de la fécondité.

30. L'augmentation des offres d'emploi est fonction tant de l'effectif que de l'accroissement de la population d'une part et du niveau des investissements créateurs d'emplois d'autre part. Il conviendrait de noter toutefois que les investissements subissent à leur tour l'effet de la propension de la population à épargner ou à consommer les recettes produites. Dans la plupart des pays africains, la propension à épargner est insignifiante et la persistance de proportions élevées des personnes à charge l'affecte gravement.

31. La planification de la main-d'oeuvre doit être entreprise en fonction du développement de l'éducation. Le système d'enseignement devrait par conséquent viser la formation et l'éducation des jeunes afin qu'ils puissent trouver des emplois rémunérateurs dans l'économie. S'agissant de l'Afrique, il faudrait plutôt préparer les jeunes à travailler dans l'agriculture étant donné que celle-ci constitue l'ossature de l'économie dans la plupart des pays de ce continent. Afin de contribuer à l'adaptation de la technologie ainsi qu'à l'introduction de nouvelles innovations et technologies pour répondre aux circonstances locales, un accent particulier devrait être mis sur les disciplines scientifiques dans le système d'enseignement de manière à pouvoir assurer la formation du personnel local nécessaire dans les professions de niveau élevé pour quelques-unes desquelles certains pays se sont jusqu'ici appuyés sur des étrangers, les docteurs constituant un cas.

32. Dans le passé aussi bien qu'actuellement, la majorité de la population en Afrique afflue vers les zones urbaines en quête d'emplois ou d'instruction étant donné que les centres urbains dans la quasi-totalité des pays africains sont censés disposer de meilleurs services. La tendance de la migration des zones rurales vers les zones urbaines en quête d'emplois se poursuit en dépit de l'absence de possibilités d'emplois. Dans certains pays, il est difficile même pour des diplômés de l'enseignement supérieur de trouver des emplois dans les zones urbaines. C'est ainsi que le chômage devient l'un des problèmes les plus graves dans ces zones. En raison de la différence dans les salaires entre zones urbaines et zones rurales la plupart des habitants des zones rurales pensent que la vie dans les centres urbains est bien meilleure même si cela est contraire à la réalité. L'exode continu des zones rurales vers les zones urbaines met ainsi à rude épreuve l'infrastructure et les services urbains.

33. La pression démographique exercée sur certaines des villes a fait qu'il est extrêmement difficile d'améliorer ou de développer les services. En conséquence certains gouvernements ont décidé de déplacer leurs capitales vers de nouveaux pôles de croissance en vue de résoudre certains des problèmes démographiques. C'est le cas par exemple du Malawi, de la République-Unie de Tanzanie, du Nigéria et de la Côte d'Ivoire. L'une des conséquences de l'exode rural est que les zones rurales perdent certaines des personnes valides qui devraient s'y consacrer à la production. Aussi la migration de la population vers les zones urbaines a-t-elle dans certains cas contribué à la baisse de la production alimentaire.

34. Certaines des questions à prendre en considération dans la formulation des objectifs et politiques des plans de développement devraient être la création d'emplois liés à l'agriculture dans les zones rurales et la réduction des écarts entre les salaires des

zones rurales et des zones urbaines. Il faudrait encourager des programmes de développement rural intégré, adopter et mettre en oeuvre des politiques tendant à favoriser le départ des villes et envisager également la réduction de l'accroissement démographique dans la planification de l'emploi et de la main-d'oeuvre. Il y a lieu toutefois de noter que les effets de la réduction de la fécondité sur le marché du travail ne se feront sentir que 15 à 20 ans plus tard. Il faudrait dans la planification avoir recours à des projections des besoins de la main-d'oeuvre et de l'effectif d'âge scolaire.

iii) Planification sanitaire

35. A mesure que les conditions sanitaires s'amélioreraient grâce à de meilleurs services de santé, la mortalité et la morbidité fléchiraient et en conséquence l'accroissement démographique s'intensifierait initialement en supposant que la fécondité reste constante ou continue de s'accroître. Il conviendrait de noter également que l'accélération du taux d'accroissement démographique relève la demande de services de santé. Toutefois, à long-terme les améliorations apportées sur le plan de la santé et grâce à des programmes de planification de la famille, à condition d'intégrer ces derniers dans les services de santé, feraient baisser l'expansion démographique. Si l'accroissement démographique dépassait le taux auquel les services médicaux et sanitaires sont susceptibles de se développer, il faudrait s'attendre à ce que les conditions sanitaires de la population se détériorent. De plus, une forte fécondité et des naissances à des intervalles rapprochés contribuent à de hauts risques de mortalité maternelle et infantile ainsi qu'à des problèmes de malnutrition parmi les mères et les enfants en particulier dans les familles pauvres où les approvisionnements alimentaires sont généralement insuffisants.

36. Dans la formulation des politiques démographiques en rapport avec les activités prévues dans les plans de développement dans le domaine de la santé familiale, il faut par conséquent inclure les objectifs suivants convenus entre parlementaires africains au cours de la Conférence interparlementaire sur la population et le développement en Afrique tenue à Nairobi en 1981 1/.

a) Il faut assurer à la population un environnement salubre y compris l'approvisionnement en eau potable;

b) La population doit recevoir une éducation convenable;

c) La population doit avoir accès à des produits alimentaires de qualité acceptable et en quantité suffisante;

d) Les soins médicaux doivent être assurés en particulier pour les femmes enceintes et les mères allaitantes, les enfants et les nourrissons;

e) Il faut assurer à la population la maîtrise de la fécondité.

---

1/ Union interparlementaire : conclusions et recommandations de la Conférence interparlementaire sur la population et le développement en Afrique, Nairobi, 6-9 juillet, 1981.

37. En vue d'atteindre ces objectifs, les participants à la Conférence ont indiqué que les Etats devraient élaborer des programmes de soins de santé primaire, comme convenu lors de la Conférence d'Alma-Ata tenue en 1978, programmes complètement décentralisés et se déroulant sous le contrôle administratif des populations à desservir.

iv) Alimentation et nutrition dans la planification

38. Des disponibilités alimentaires suffisantes et de qualité acceptable constituent l'élément essentiel de l'épanouissement physique et de la survie de l'être humain. Dans un certain nombre de pays africains, la production alimentaire a baissé considérablement au cours des dix dernières années et la population a progressé beaucoup plus rapidement que les approvisionnements alimentaires. Ce phénomène a porté gravement préjudice à la santé de la population en raison des insuffisances sur le plan nutritionnel entraînant l'accentuation de la morbidité et de la mortalité en particulier des nourrissons, des enfants, des mères allaitantes et des femmes enceintes. L'amélioration des approvisionnements alimentaires et des conditions de nutrition contribuerait à réduire la mortalité infantile et maternelle, les taux de morbidité ainsi qu'à améliorer la santé générale de la population. L'augmentation de la production alimentaire doit aller de pair avec une distribution équitable du revenu à la population ainsi qu'avec la mise en place de mécanismes nécessaires pour la distribution des produits alimentaires aux populations qui en ont besoin.

39. Il y a lieu de relever que la Conférence mondiale de la population a indiqué que "les objectifs et politiques démographiques de chaque pays doivent être élaborés ... compte tenu de tous les aspects des ressources alimentaires 1/." En outre, la Conférence mondiale de la population a reconnu la nécessité "de réaliser un équilibre stable entre l'effectif démographique et les approvisionnements alimentaires". La Conférence a invité "tous les gouvernements et tous les peuples à produire et à distribuer équitablement vivres et revenus en quantité suffisante, de manière que tous les êtres humains puissent avoir une alimentation adéquate" ainsi qu'à donner dans le même temps "leur appui à des politiques démographiques rationnelles 2/".

40. Certains gouvernements africains connaissent déjà des pressions s'exerçant sur les terres arables par suite d'un accroissement démographique continu. Toutefois, dans d'autres, il existe toujours de vastes possibilités d'accroître les superficies arable pour la production vivrière. Les politiques non démographiques visant à accroître la production alimentaire devraient être complétées par d'autres politiques chaque fois que c'est nécessaire ainsi que l'a reconnu le Président de la Zambie lorsqu'il a dit qu'il faudrait maîtriser l'accroissement démographique compte tenu des approvisionnements alimentaires limités 3/. L'abaissement de l'expansion démographique en lui-même ne constitue pas un facteur suffisant pour surmonter les problèmes d'alimentation et de nutrition à moins qu'il ne s'accompagne de politiques économiques, de la volonté politique et de stratégies tendant à améliorer la situation

1/ Rapport de la Conférence mondiale de la population, 1974, par. 14(j).

2/ Nations Unies : Rapport de la Conférence mondiale de la population, résolution IX, 5-16 novembre 1974, Rome.

3/ IPPF Open File, Three weeks ending 30 March 1983, p. 34.

alimentaire. Des facteurs tels que l'adoption des techniques culturales améliorées, le paiement de prix plus rémunérateurs aux paysans, la mise en place de services de vulgarisation, la fourniture de crédit aux paysans pour l'achat de facteurs de production agricoles, l'amélioration des réseaux de transport et de l'éducation dans les zones rurales, la réforme des régimes fonciers et l'expansion des terres agricoles contribueraient considérablement à accroître la production alimentaire. Néanmoins, le ralentissement de l'accroissement démographique facilite la solution du problème alimentaire.

41. Les Etats devraient s'efforcer de porter la production alimentaire à des taux d'expansion bien plus grands que ceux de l'accroissement démographique. En outre, les pays africains devraient axer leurs efforts sur la production de cultures vivrières qui poussent très bien en Afrique ainsi qu'à orienter les populations vers des modèles de consommation comportant les denrées alimentaires produites sur place et non celles produites à l'étranger. Il faudrait des programmes d'éducation visant à améliorer les conditions nutritionnelles de la population. Des politiques relatives aux programmes de développement rural concernant l'agriculture devraient améliorer la situation alimentaire. De surcroît, il est nécessaire d'adapter les systèmes d'enseignement des pays africains afin que les jeunes restent dans les zones rurales au lieu d'affluer dans les villes pour grossir les rangs des chômeurs.

#### v) Planification de l'habitation

42. Le logement constitue l'un des besoins essentiels de l'homme et devrait par conséquent bénéficier de l'attention voulue dans la planification du développement tant des zones rurales que des zones urbaines. Dans le passé, les planificateurs n'ont pas consacré assez d'efforts à la planification de l'habitation et, dans la construction des logements dans les zones urbaines, on ne semblait pas tenir compte des besoins de la population et de sa capacité de louer de tels logements et en conséquence les pouvoirs publics ont dû subventionner fortement les loyers de leurs employés. Le développement des taudis dans les localités urbaines et autour des ces localités traduit l'insuffisance de logements disponibles pour faire face aux besoins de la population.

43. Les facteurs démographiques tels que l'effectif, l'âge, le sexe de la population, le taux de nuptialité et de divortialité ainsi que les migrations sont autant de facteurs qui influent sur la demande de logements. Etant donné que la faiblesse des revenus empêche la majeure partie de la population des zones urbaines d'accéder à un logement décent, la population à faible revenu entreprend de construire son propre logement qui ne répond pas aux normes requises et ne réunit pas les conditions d'hygiène nécessaires. La forte densité de population et l'absence de conditions d'hygiène satisfaisantes ainsi que d'autres services sociaux sont extrêmement préjudicables au bien-être de la population, notamment à sa santé. Les migrations continues vers les zones urbaines et l'accroissement naturel dans les centres urbains sans relèvement des revenus ralentissent la construction de logements dans les centres urbains. La pénurie de capitaux pour la construction de logements et la hausse continue des prix des matériaux de construction aggravent la situation en ce qui concerne le logement et accélèrent le développement des taudis. La ville de Lusaka en est un des nombreux exemples : la proportion de ses occupants sans titre qui était de 10 p. 100 de la population de la ville en 1963 avait, selon les estimations, atteint 47 p. 100 en 1973 <sup>1/</sup>.

<sup>1/</sup> Cassen, Robert and Wolfson, Margaret, editors, Planning for growing population, OECD; Paris, 1978, p. 111.

44. L'amélioration des conditions de logement et une distribution équitable du revenu grâce à la création d'emplois et à l'amélioration des conditions sanitaires et nutritionnelles exercent un effet positif sur le bien-être de la population. Cette dernière en devient mieux portante, et partant arrive à contribuer davantage à la production de biens et services dans l'économie nationale.

#### IV. ROLE DES MODELES RELATIFS AUX CORRELATIONS ENTRE POPULATION ET DEVELOPPEMENT DANS LA PLANIFICATION

45. L'objet des modèles relatifs aux corrélations entre population et développement est de tenir compte du facteur population dans la planification du développement et d'indiquer les répercussions de la démographie sur la population active, la demande d'emplois, l'éducation, la santé, le logement, les ressources, etc.. Différents modèles donnent une idée du coût et des effets bénéfiques des différentes perspectives et tendances en matière de population en regard des objectifs de développement adoptés. C'est ainsi que ces modèles, bien que manquant quelque peu de précisions, guideraient dans la formulation de politiques démographiques appropriées qui contribueraient à atteindre les objectifs visés en matière de développement socio économique.

46. Pour améliorer les relations entre population et développement, il faut peut-être avoir recours aux modèles relatifs aux corrélations entre population et développement. Malheureusement ces modèles en sont toujours à leurs débuts et ne sont pas bien utilisés dans la prise de décisions. La faible base empirique de maintes relations essentielles entre les variables sociales, économiques et démographiques est un important facteur qui limite le recours à la démographie dans les modèles de développement ... ; une meilleure compréhension des relations entre ces variables pourrait, sur le plan matériel, aider les pays à améliorer la qualité de la planification et les décisions de politique générale 1/.

47. Les variables démographiques telles que la structure par âge de la population influence le volume de la consommation, de la population active, de la demande d'éducation, de logements, de service de santé. L'élaboration des politiques et la planification nécessiteraient par conséquent une désagrégation plus poussée des projections des variables démographiques. Dans l'établissement des modèles de développement, il faudrait tenir compte des effets des progrès technologiques sur les variables démographiques.

48. Les plans de développement s'étendent en général sur des périodes allant jusqu'à 5 ans et les répercussions des conditions économiques sur les variables démographiques ne sont en règle générale pas importantes et partant il se peut que certains planificateurs ne considèrent pas l'importance de l'effet à exercer sur les variables démographiques. Les plans quinquennaux de développement se suivant sans interruption, une longue période finit par s'écouler sans que les variables démographiques aient été prises en considération pour cette période de développement à long-terme - lors de laquelle ces variables sont cruciales.

49. Certains modèles démographiques établis pour certains pays non africains ont montré que l'avantage de la réduction de la fécondité revient à une amélioration de 3 à 5 p. 100 du revenu par habitant au bout de 10 ans, de 15 à 25 p. 100 au bout de 20 ans et de 25 à 50 p. 100 au bout de 30 ans, ce qui signifie que cette réduction est une variable importante dans le développement 2/.

1/ UNFPA : Population and Development Modelling, New York, 1980, p. 37.

2/ OECD : Theodore K. Ruprecht and Carl Wahren, Population Programmes and Economic Social Development, Paris, 1970, p. 20.

50. Bien qu'ils n'aient pas été suffisamment développés pour entrer dans l'élaboration des politiques et la prise de décisions dans la planification du développement, les modèles relatifs aux corrélations entre la population et les conditions socio-économiques ont à coup sûr un rôle important à jouer. Les travaux de recherche doivent être poursuivis sur ces modèles.

51. Même si on ne se propose pas dans le présent document de s'étendre sur les modèles économico-démographiques, il serait peut-être utile d'énumérer certains de ces modèles et de s'y arrêter quelque peu lorsque des détails sont disponibles. Ces modèles sont notamment : les modèles BACHUE, les modèles TEMPO, les modèles de planification à long terme, le modèle ERA/1, les Philippines, les modèles de la FAO, le modèle SHELPS, le modèle STICOM, le modèle Denton-Spencer 1/. Ci-dessous figure une brève description de certains de ces modèles.

52. BACHUE. C'est le BIT qui met au point ces modèles et des modèles spécifiques par pays ont été élaborés pour les Philippines, le Kenya, le Brésil, la Yougoslavie et un autre genre a été mis au point en tant que modèle à objectifs multiples appelé modèle BACHUE international. Ces modèles visent à expliquer les relations réciproques entre la population, l'emploi et l'inégalité. Les variables tant démographiques qu'économiques sont considérées comme endogènes et sont également désagrégées dans les sous-modèles.

53. TEMPO. Il y a deux séries, TEMPO-I et TEMPO-II qui ont été mises au point. Dans la première série qui illustre les avantages d'une faible fécondité, les variables économiques subissent l'effet des variables démographiques. La série TEMPO-II part de projections et il y a trois genres d'éléments dans le modèle : composante démographique, composante économique et secteur public qui entrent en jeu dans les relations réciproques. Les sous-modèles économique et démographique se divisent en secteurs modernes et de subsistance. Le sous-modèle du secteur public traite des dépenses, des recettes et des politiques.

Le modèle-I de planification à long terme a été élaboré par le Bureau du recensement des Etats-Unis en 1971 en vue de l'élaboration de plans nationaux prospectifs avec des objectifs chiffrés. Les implications des différents hypothèses concernant la démographie et les services sociaux ont été illustrées dans le modèle. Le modèle-II de planification à long terme, prolongement du modèle-I, comporte huit sous-modèles qui peuvent être utilisés séparément ou collectivement en tant qu'unité. Les sous-modèles incorporent des projections sur la population, la planification de la famille, l'urbanisation, la population active, l'éducation, la santé, le logement ainsi que des projections économiques.

54. DE LA FAO. Ces modèles sont mis au point afin de démontrer les corrélations entre les variables économiques et démographiques comme tenu en particulier du secteur agricole. Les sous-modèles considèrent l'agriculture, la population, la population active et l'économie. Chacun de ces sous-modèles traite d'un certain nombre de variables

1/ Des précisions sur ces modèles et d'autres détails figurent dans le document des Nations Unies : Population and Development Modelling. Proceedings of the United Nations/UNEP Expert Group Meeting, Geneva, 24-26 September 1979, New York 1981.

désagrégées. A partir des implications et des conséquences des corrélations entre la population et le développement socio économique, il est escompté que les planificateurs et les décideurs adapteront les stratégies voulues à la planification du développement.

#### V. EVALUATION DE L'UTILITE DE CERTAINS DES MODELES DANS L'ELABORATION DES POLITIQUES

55. M. Moreland <sup>1/</sup> a, dans son évaluation de certains modèles relatifs à la population et au développement, conclu qu'il était difficile de déterminer lequel des modèles était le meilleur étant donné que chaque modèle était élaboré compte tenu de circonstances particulières et dans une optique bien déterminée. Il a souligné que chaque modèle devant être sélectif pour ce qui est des domaines à inclure et à exclure, aucun d'entre eux ne pouvait prétendre être complet et donner des résultats significatifs. L'utilité comparée de certains des modèles ainsi que Moreland en a fait l'analyse est présentée dans le tableau ci dessous. Moreland a indiqué qu'il existe une part de subjectivité dans l'évaluation notamment dans les cas où le domaine de l'hypothèse n'existe pas encore mais pourrait après des modifications.

---

<sup>1/</sup> R: Scott Moreland "A Review of Economic-Demographic Simulation Models with special reference to their Application to Planning and Population Policy", in Population and Development Modelling, Proceedings of the United Nations/UNTPA Expert Group Meeting, Geneva, 24-28 September 1979, New York, 1981.

UTILITE COMPAREE DE CERTAINS MODELES PAR SECTEURS  
(voir légendes en bas)

E/ECA/PSD.3/5  
Page 15

Secteurs

	Edu- ca- tion	Lo- gé- ment	Servi- ces de santé	Plani- fication de la famille	Main- d'oeu- vre	Em- ploi et chô- mage	Ali- men- tation et nu- trition	Pau- vre- té et répar- tition du reve- nu	Mi- gra- tion	Proje- ctions démog- raphi- ques et taux des va- riables démogra- phiques	Varia- bles macro- écono- miques	Prix
BACHUE												
Philippines	P	M	M	M	P	E	M	E	E	E	P	P
BACHUE												
Kenya	P	P	M	M	P	E	P	E	P	E	E	O
BACHUE												
Brésil	P	M	M	M	P	E	M	E	E	E	E	O
BACHUE												
Yugoslavie	E	E	E	M	P	E	M	E	E	E	E	O
BACHUE												
Internat.	P	O	M	M	M	P	M	E	P	P	E	M
TEMPO.11	E	M	E	P	P	M	M	E	P	P	E	P
LRPM-2	E	E	E	E	P	M	P	O	P	M	P	P
Philippines												
ERA/IEDR	P	M	P	E	O	M	M	O	M	P	P	O
FAO	M	O	M	M	O	M	M	O	O	E	P	O
SERES	P	M	P	P	P	P	P	O	P	E	E	O
SIMON	O	O	M	M	O	M	O	E	P	E	E	O
Denton-Spencer	M	P	P	M	M	M	M	O	M	M	P	O

1. E : Le secteur a fait l'objet d'établissement de modèles et les décideurs pourraient le traiter avec le modèle tel qu'il a été établi. Les variables essentielles sont endogènes;
2. P : Le secteur n'a que partiellement fait l'objet d'établissement de modèles et/ou le modèle pourrait être remanié en vue d'inclure le secteur avec une légère modification;
3. M : Le secteur n'a pas fait l'objet de modèles mais pourrait être inclu avec une légère modification du modèle existant;
4. O : Le modèle ne concerne pas le secteur et son inclusion ne serait possible sans une modification importante du modèle existant.

Source : United Nations, Population and Development Modelling. Proceedings of the United Nations/UNFPA Expert Group Meeting, Geneva, 24-28 September, 1979, New York, 1981.



VI. EXAMEN DE LA SITUATION QUI PREVAIL EN MATIERE D'INCORPORATION DES VARIABLES  
DEMOGRAPHIQUES DANS L'ELABORATION DES POLITIQUES ET PLANS DE DEVELOPPEMENT

56. Il existe de nombreux problèmes dans l'intégration des variables démographiques dans la planification du développement en Afrique. Ce sont entre autres :

a) Le fait que les relations réciproques entre la population et le développement ne sont pas bien comprises et que certains pays ne reconnaissent pas dans la population une importante variable dans le développement. Dans maints cas, les problèmes de développement sont perçus comme découlant du manque de fonds et comme n'ayant aucun lien avec l'accroissement démographique; b) il se peut que les planificateurs ne disposent pas de données à utiliser sur la population ou que les données ne soient pas sous la forme requise par eux. Le document sur les services africains de statistique présentés à la présente conférence discute la nécessité d'améliorer davantage la collecte et l'analyse des données ainsi que leur application à la planification du développement. A cette fin, la Conférence des ministres de la CEA a, lors de sa neuvième réunion tenue à Addis-Abeba en 1983, adopté la résolution 469 (XVIII) sur les services africains de statistique; c) L'absence d'un cadre institutionnel bien développé pour l'intégration des variables démographiques dans la planification du développement; d) Pénurie d'aptitudes nécessaires parmi le personnel local pour traiter les données démographiques dans la planification et absence de méthodologies bien au point sur l'intégration des variables démographiques dans la planification du développement.

57. Les missions d'évaluation des besoins en matière de population envoyées par le FNUAP dans certains pays africains confirment également les problèmes d'ordre général mentionnés plus haut. La réunion du groupe d'experts sur les corrélations entre la population, les ressources, l'environnement et le développement tenue à Genève du 25 au 29 avril 1983 en prélude à la Conférence internationale de la population de 1984 a permis également de mettre en lumière des problèmes analogues.

58. La faible utilisation des variables démographiques dans l'élaboration des politiques et plans de développement ressort clairement des rapports des missions organisées par le Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population sur l'évaluation des besoins en vue de fournir une assistance en matière de population à nombre de pays africains où ces missions ont été effectuées. Le Sénégal, le Kenya et le Burundi figurent plus bas à titre d'exemples.

Sénégal

59. La mission d'évaluation des besoins envoyée par le FNUAP en vue de fournir une assistance en matière de population au Sénégal a conclu que bien que le Gouvernement sénégalais reconnaisse l'urgence des problèmes démographiques ... le cinquième plan national de développement 1977-1981 n'incorpore pas des objectifs relatifs à la population. Des efforts sont bien entendu déployés afin de réduire des problèmes isolés mais il n'existe aucune approche intégrée liant les taux et les tendances de l'accroissement démographique au développement social et économique. 1/

---

1/ UNFPA : Sénégal, Report of mission on needs assessment for population assistance, New York, July 1978, p. 16.

Kenya

60. Dans le plan de développement 1974-1978, le Gouvernement kényen a clairement fait état de sa préoccupation concernant les conséquences nuisibles que des taux élevés d'accroissement démographique peuvent avoir sur le développement économique. Toutefois, dans la formulation du plan de développement 1974-1978, les ministères n'ont utilisé que dans une mesure limitée les données démographiques et ne se sont presque pas efforcés d'évaluer systématiquement les relations dans les deux sens entre les facteurs démographiques et économiques 1/.

Burundi

61. Le facteur population n'a pas été intégré dans les deux premiers plans quinquennaux 1968-1977 et aucun objectif n'a été fixé en matière démographique. La population était tout simplement considérée du point de vue de la densité dans le territoire 2/. Pas plus que dans les deux premiers plans quinquennaux, la composante démographique n'a pas été intégrée globalement au développement économique et social dans le troisième plan 1978-1982. 3/

62. L'une des mesures à prendre, c'est d'amener les décideurs, les planificateurs et la population en général à comprendre et à apprécier le fait que les variables démographiques et le développement socio-économique influent les uns sur les autres. Ce résultat peut être obtenu en organisant des journées d'études ou séminaires au niveau national ou au niveau de localités d'un pays pour débattre la manière dont les variables démographiques influencent les dépenses publiques eu égard à divers secteurs de planification, à savoir éducation, santé, logement, emploi, production alimentaire, mesure dans laquelle les Etats arrivent à faire face aux besoins essentiels de la population, c'est-à-dire en fournissant une eau potable, des emplois, des installations et services de santé adéquats, une éducation; examiner la manière dont la diminution des taux d'accroissement démographique affecterait le développement en général. Bien qu'il soit plutôt difficile d'évaluer les incidences des séminaires, des journées d'études et des études de cas organisés dans le passé, il semblerait que les projets en cours d'exécution dans certains des pays tels qu'ils figurent dans l'annexe sur la population et le développement découle en partie de l'impact de ces séminaires. Il faudrait instamment intensifier les séminaires, journées d'études et étude de cas sur la population et le développement afin d'accélérer leurs répercussions sur la planification du développement socio-économique.

1/ UNFPA : Kenya, Report of mission on needs assessment for population assistance report No. 15, New York, June 1979, p. 53, para. 153.

2/ FNUAP : Burundi, Rapport de mission sur l'évaluation des besoins d'aide en matière de population, rapport No. 27, New York, novembre 1978.

3/ Ibidem.

63. Une autre mesure à prendre consiste à apprendre à ceux qui sont chargés de la planification à utiliser les données démographiques dans la planification du développement. Au sein des ministères et des départements chargés de la planification, il faudrait créer des unités de démographe qui seraient responsables de l'étude des corrélations entre les conditions socio-économiques et la population, des politiques démographiques et de l'intégration des variables et politiques démographiques dans les plans de développement. Quelques pays africains ont récemment mis en place de telles unités et il est trop tôt pour évaluer leurs effets. D'autres pays africains envisagent actuellement de mettre en place de tels services. Des consultations devraient avoir lieu entre les planificateurs, les démographes et les statisticiens sur des questions d'intérêt commun. Les décideurs et techniciens doivent également tenir des consultations. Lorsqu'il n'est pas possible de disposer de démographes dans les unités de planification, des principes directeurs devraient être indiqués aux planificateurs sur l'intégration des facteurs démographiques dans la planification du développement.

64. En outre, il faut que les pays améliorent la planification au niveau local et encouragent la participation à ce niveau. Ceci favoriserait la planification à long terme au niveau local et la prise en considération des variables démographiques dans la planification à long terme. Enfin, les pays devraient prendre les mesures qui s'imposent pour adopter des politiques spécifiques sur les questions démographiques qui influencent le développement, c'est-à-dire la répartition de la population, la mortalité, la fécondité et l'urbanisation, ainsi que mettre en oeuvre de telles politiques en tant que partie intégrante du développement socio-économique.

## VII. CONCLUSION

65. Dans la planification à long aussi bien qu'à court terme, il y a lieu de tenir compte des variables démographiques dans la formulation des politiques et plans de développement étant donné que ces variables exercent une influence considérable dans le développement de l'éducation, des installations et services de santé, la fourniture d'emplois, l'urbanisme, la production alimentaire, etc.. Le développement influe à son tour sur les variables démographiques à maints égards.

66. Certains pays africains ont reconnu le rôle important de la population dans la formulation des politiques et plans de développement comme le prouvent les données figurant dans l'annexe. De plus, quelques pays tels que le Kenya, le Nigéria, le Sénégal et la Sierra Leone ont créé des commissions de la population pour traiter des questions démographiques dans leurs relations avec le développement socio-économique. Une telle évolution en matière de population et développement dans certains pays africains est favorable à l'incorporation des variables démographiques dans l'élaboration des politiques et plans de développement. L'assistance fournie par les organismes des Nations Unies ainsi que la communauté internationale aux pays africains doit être renforcée dans le domaine de la population et du développement ainsi que de leur intégration.

67. Les pays africains doivent mettre un accent particulier sur les domaines suivants afin de faciliter l'élaboration des politiques et plans de développement :

- Etablissement de projections démographiques par sexe et par groupe d'âge c'est-à-dire selon l'effectif d'âge scolaire, l'effectif en âge de travailler, etc. et prise en considération de leurs incidences;

- Amélioration du cadre institutionnel en vue de l'intégration des variables démographiques dans la planification du développement; et formation du personnel chargé de la planification au traitement des variables démographiques dans la planification;
- Nécessité de concevoir une méthodologie sur l'intégration des variables démographiques dans la planification du développement;
- Amélioration de l'information démographique et socio-économique connexe en vue de la planification

68. Après examen du présent document, la Conférence commune souhaitera peut-être suggérer ou recommander éventuellement une ligne d'action dont le suivi doit être assuré afin de permettre aux Etats membres d'incorporer les variables et politiques démographiques dans la formulation et l'exécution des programmes de développement socio-économique.

## ANNEXE

### PROGRAMMES DE CERTAINS PAYS AFRICAINS VISANT A FACILITER L'INTEGRATION DES VARIABLES DEMOGRAPHIQUES DANS LE DEVELOPPEMENT SOCIO-ECONOMIQUE 1/

(Les dates indiquent l'année à laquelle des fonds ont été pour la première fois affectés ou à laquelle le projet a été exécuté)

1. Congo : Insertion dans le programme à l'intention des femmes d'une éducation en matière de population et de l'apprentissage de la vie familiale, avec l'appui du BIT 1976.
2. Côte d'Ivoire : Un séminaire national sur les corrélations entre l'accroissement démographique et le développement s'est tenu en décembre 1982 avec l'assistance de la CEA.
3. Guinée : Un séminaire national sur la population et le développement s'est tenu à Conakry en septembre 1980 avec l'assistance de la CEA et du BIT.
4. Egypte : Migrations de population et mobilité intersectorielle de la main-d'oeuvre dans la planification globale de l'emploi, avec l'appui du BIT, 1979.
5. Haute-Volta : Population et planification du développement avec l'assistance de l'ONU, 1979.
6. Kenya :
  - Intégration des facteurs démographiques dans les activités de développement rural avec l'assistance de la MAO, 1973.
  - Recherche et formation sur l'utilisation des données démographiques dans la planification économique et sociale, 1973.
  - Services de consultants en vue de la mise en place du Conseil national de la population et du développement, 1982.
7. Lesotho :
  - Conférence nationale sur la gestion de la population en vue du développement, 1979.
  - Un séminaire national sur la planification démographique en vue du développement, août 1982.
  - Incorporation de l'éducation en matière de population dans les programmes de développement rural avec l'assistance de la MAO, 1981.

1/ UNDP : Other Funds and Programmes, UNFPA Report of the Executive Director on Allocation of Funds in 1982 doc. DP/1983/19/ADD 2, 1 March 1983; and other sources.

8. Mali : Femmes et population : programme de recherche, d'éducation et d'information, avec l'assistance de l'UNESCO, 1979.
- Un séminaire national sur les corrélations entre l'accroissement démographique et le développement s'est tenu en 1983,
  - Projet concernant la création d'une unité de démographie au Ministère du plan, 1982, avec l'assistance du BIT.
9. République-Unie de Tanzanie : Education et communication en matière de population et apprentissage de la vie familiale ainsi que travaux de recherche appliquée sur le développement rural intégré (FAO), 1977.
- Un séminaire national sur la population et le développement s'est tenu en 1980 avec l'assistance de la CEA et du BIT.
  - Etudes démographiques concernant Dodoma, 1981.
  - Recherche sur les corrélations entre la population et le développement, 1981.
10. République-Unie du Cameroun : Création d'une unité de planification démographique au Ministère du plan, 1982, avec l'assistance du BIT.
11. Sao Tome-et-Principe : Séminaire national sur les corrélations entre l'accroissement démographique et le développement, avec l'assistance du TNUAP, 1981.
12. Sénégal : Projet concernant une unité de communication et d'éducation en matière de population, avec l'assistance de l'UNESCO, 1982.
- Création d'une unité de démographie, 1979, avec l'assistance de l'ONU.
13. Sierra Leone : Intégration de l'éducation relative à la population dans les programmes d'enseignement avec l'assistance de l'UNESCO, 1977. Planification intégrée de la population et du développement, 1973, avec l'assistance du BIT.

14. Soudan :  
(Juba) : Population et mise en valeur et planification des ressources humaines au Soudan méridional, avec l'appui du BIT, 1979.-
15. Swaziland :  
Inclusion d'une éducation en matière de population dans les programmes de développement rural, 1976, avec l'assistance de la FAO.
16. Zambie :  
Incorporation d'une éducation en matière de population dans les programmes de développement rural, 1979, avec l'assistance de la FAO.
17. Zimbabwe :  
Une proposition a été faite en vue de créer une unité de démographie au sein de la structure chargée de la planification du développement et le ZNUAP doit en principe financer ce projet.